

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 22-26 octobre 2007

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2007/9-C/5**  
28 septembre 2007  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTHIOPIE 10665.0

### Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire

Nombre de bénéficiaires	3,8 millions (au maximum par an)
Durée de l'intervention	Trois ans (1 <sup>er</sup> janvier 2008 – 31 décembre 2010)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	959 327 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	275 324 284
Coût total pour le PAM	561 946 745

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice régionale, ODK*:	Mme S. Rico	Susana.Rico@wfp.org
Attachée de liaison, ODK:	Mme W. Paeth	tél.: 066513-2119

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale



## RESUME

La population de l'Éthiopie est la deuxième d'Afrique: elle est estimée à 77 millions d'habitants et augmente de 2,9 pour cent par an, ce qui correspond à 40 000 naissances par semaine. Le revenu national brut par habitant était de 110 dollars des États-Unis en 2004. Environ 80 pour cent des Éthiopiens vivent dans les zones rurales, principalement sur les hauts plateaux où la moitié des terres sont considérées comme dégradées. Le secteur agricole qui est le plus important du pays, alimente la croissance, mais il est fortement tributaire des précipitations. Quelque 30 millions de personnes, soit 47,5 pour cent de la population rurale, vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Selon l'indicateur du développement humain de 2006, l'Éthiopie se classe au 170<sup>e</sup> rang sur 177 pays.

En dépit de la volonté de lutter contre l'insécurité alimentaire du Gouvernement, l'Éthiopie reste très exposée aux crises. Seulement 10 pour cent des terres céréalières sont irriguées; une forte sécheresse peut faire baisser de 90 pour cent la production agricole. L'irrégularité des pluies s'est accentuée depuis les années 90 en raison de la fréquence croissante du phénomène El Niño. Le Gouvernement considère que les 8 millions d'habitants des zones rurales qu'il définit comme étant en "état d'insécurité chronique" sont les plus exposés, car ces populations ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires même pendant les bonnes années. Sept millions de personnes supplémentaires affrontent un risque périodique d'insécurité alimentaire aiguë à cause de la sécheresse et des inondations. Entre 1996 et 2006, 6,9 millions de personnes par an en moyenne ont eu besoin d'une aide alimentaire, avec une pointe à 13 millions lors de la sécheresse de 2002.

L'insécurité alimentaire en Éthiopie est liée au régime des précipitations, à la dégradation des terres, à la densité de la population et au niveau des infrastructures. La relation entre la production vivrière et l'insécurité alimentaire a évolué au cours de ces dernières années à la suite de la transformation de l'économie. La hausse du prix des denrées enregistrée depuis trois ans malgré les bonnes récoltes est particulièrement préoccupante. Dans les villes et les zones rurales, la population pauvre a de plus en plus recours aux marchés, sur lesquels elle achète au moins 30 pour cent des produits dont elle a besoin. En conséquence, les causes de l'insécurité alimentaire liées aux difficultés d'accès prennent une importance croissante. La population éthiopienne est l'une des plus défavorisées du monde sur le plan nutritionnel: selon l'enquête démographique et sanitaire de 2005, la prévalence de l'émaciation atteint 10,5 pour cent, chiffre supérieur au seuil d'alerte nutritionnelle; l'Éthiopie enregistre en outre les taux de retard de croissance (47 pour cent) et d'insuffisance pondérale (38 pour cent) les plus élevés d'Afrique.

D'après l'évaluation à mi-parcours, les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) ont permis de trouver des solutions novatrices et ont évolué au cours de l'action poursuivie pendant de nombreuses années pour régler le problème si complexe de l'insécurité alimentaire. Les quatre composantes de l'intervention cadrent bien avec les politiques et les stratégies du Gouvernement dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé et du VIH/sida. Il ressort également de l'évaluation, que le PAM doit intégrer ses activités avec les actions complémentaires menées par d'autres acteurs et veiller

à ce que son personnel possède les compétences nécessaires pour mettre en oeuvre les innovations.

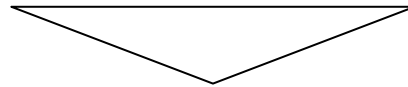
Le Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté 2007-2012, approuvé fin 2006 par le Gouvernement, privilégie l'investissement dans l'agriculture, l'éducation, la santé et les mécanismes de réduction des risques de catastrophe afin de venir à bout de l'insécurité alimentaire chronique et des crises alimentaires récurrentes. La présente intervention comportera elle aussi les quatre composantes actuelles d'appui des programmes gouvernementaux qui visent à prévenir les crises alimentaires et à renforcer la résistance des populations grâce à l'intégration avec d'autres actions. La stratégie du PAM sera davantage axée sur les marchés et la nutrition. Les composantes de l'intervention mettront l'accent sur les liens et les complémentarités avec les activités appuyées par le PAM, notamment avec le Programme de gestion des ressources de l'environnement pour favoriser le passage à des moyens de subsistance plus durables. L'IPSR viendra en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire frappées par les sécheresses de plus en plus fréquentes en raison du changement climatique.

L'intervention vise à réduire la vulnérabilité des habitants à l'insécurité alimentaire aiguë, et à renforcer les capacités de gestion des risques, en permettant aux populations touchées de se doter de moyens de subsistance plus solides. Les quatre composantes de l'intervention appuient les actions publiques suivantes: programme gouvernemental de protection sociale fondé sur des activités productives, programme national de secours, programme national pour la survie des enfants et cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida. Le PAM fournira une aide alimentaire uniquement lorsque celle-ci sera l'instrument le mieux adapté, compte dûment tenu du degré de vulnérabilité et des formules possibles au niveau des communautés. La sécurité alimentaire devrait s'améliorer progressivement, mais l'Éthiopie reste exposée au risque de sécheresses catastrophiques en raison de l'irrégularité des pluies et de la gestion médiocre de l'eau. Le PAM restera prêt à appuyer des interventions de secours de grande ampleur. Cette intervention étant de nature humanitaire, la plupart des ressources contribueront à sauver des vies, à protéger les moyens de subsistance et à répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des mères, des jeunes enfants et des personnes vivant avec le VIH qui sont exposés à l'insécurité alimentaire. L'intervention appuie également l'accès à l'éducation des enfants devenus orphelins à cause du VIH/sida. Dans le cadre des quatre composantes de l'IPSR, le PAM et ses partenaires s'efforceront d'améliorer les capacités nationales de gestion des catastrophes et de réduction de l'insécurité alimentaire. Cette intervention participe ainsi à la réalisation des objectifs stratégiques 1 à 5 et des objectifs 1, 2, 4, 5, 6 et 7 du Millénaire pour le développement.

Il faudra du temps pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire généralisée en Éthiopie; la stratégie du PAM consiste à œuvrer en vue du transfert des activités au Gouvernement et à d'autres partenaires. Cette stratégie repose sur une longue tradition, établie par le PAM en Éthiopie, de partenariats forts, d'innovation, d'intégration de l'aide dans des opérations plus larges et de renforcement des capacités de préparation, d'évaluation et de prise en charge des crises humanitaires du Gouvernement et des communautés. Comme les besoins humanitaires futurs sont difficiles à prévoir, la stratégie de transfert des activités du PAM repose tout d'abord sur des partenariats permettant de déterminer à quel moment l'aide alimentaire prévue dans les différentes composantes de l'IPSR peut s'interrompre, et ensuite sur l'accord du Gouvernement qui reconnaît qu'il a la capacité de fournir des vivres ou d'autres aides adaptées à la situation. Le PAM appuiera également le passage à une programmation axée sur des contributions en espèces grâce à une meilleure compréhension des questions liées aux marchés et à l'accès à ces derniers, et il cherchera à déterminer comment les achats locaux peuvent stimuler le développement des marchés tout en répondant aux besoins alimentaires.



## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement 10665.0, "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" proposée pour l'Éthiopie (WFP/EB.2/2007/9-C/5).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



## ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

### Contexte général

1. La population de l'Éthiopie est la deuxième d'Afrique: elle est estimée à 77 millions d'habitants et augmente de 2,9 pour cent par an, ce qui correspond à 40 000 naissances par semaine. Environ 80 pour cent des Éthiopiens, à savoir 62 millions de personnes, habitent dans les zones rurales, principalement sur les hauts plateaux où la moitié des terres sont considérées comme dégradées<sup>1</sup>. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a progressé de 11,9 pour cent en 2003/2004, de 10,5 pour cent en 2004/2005 et de 9,6 pour cent en 2005/2006<sup>2</sup>. L'agriculture (qui fournit 47 pour cent du PIB) alimente cette croissance mais est tributaire des précipitations. Les prix, notamment ceux des céréales, ont augmenté récemment en dépit d'une production record. L'inflation a atteint en moyenne 11,1 pour cent par an entre décembre 2002 et décembre 2006, mais elle s'est élevée à 18,5 pour cent en décembre 2006<sup>3</sup>. Dans les villes et les zones rurales, les personnes pauvres se procurent au moins 30 pour cent de leur nourriture sur les marchés<sup>4</sup>.
2. La pauvreté a reculé de 12 pour cent au cours de la dernière décennie. Le revenu national brut par habitant était de 110 dollars en 2004<sup>5</sup>; 47,5 pour cent de la population rurale vit au-dessous du seuil de pauvreté<sup>6</sup>. Le coefficient Gini d'inégalité des revenus est passé de 0,34 en 1995/1996 à 0,44 en 2004/2005 dans les villes; mais il demeure inchangé dans les zones rurales. Selon l'indicateur du développement humain de 2006, l'Éthiopie se classait au 170<sup>e</sup> rang sur 177 pays. La dégradation de l'environnement, la forte pression démographique, les faibles niveaux d'éducation et d'investissement rural constituent des causes majeures de la pauvreté; le taux net de scolarisation en 2003/2004 était de 52 pour cent; le taux d'abandon s'élevait à 19,3 pour cent dans le cycle primaire. Les femmes représentent la moitié de la main-d'œuvre agricole: elles sont habituellement chargées de la collecte de l'eau, du fourrage et du bois de feu. Elles n'ont qu'un accès limité à l'éducation, aux services de vulgarisation, à la terre et au crédit<sup>7</sup>. L'insécurité et les conflits en cours dans la région se répercutent aux frontières et sur les itinéraires commerciaux de l'Éthiopie, problème crucial pour ce pays sans accès à la mer.

---

<sup>1</sup> Agence centrale de la statistique, 2006; Banque mondiale, 1999.

<sup>2</sup> Ministère des finances et du développement économique; Banque nationale d'Éthiopie.

<sup>3</sup> S. Rashid, M. Assefa et G. Ayele, 2006. *Distortions to Agricultural Incentives in Ethiopia* (Disparités des incitations agricoles en Éthiopie). Document de travail du projet de recherche sur les disparités dans l'agriculture. Washington DC, Banque mondiale.

<sup>4</sup> Banque mondiale, 2005. *Well-being and poverty in Ethiopia* (Bien-être et pauvreté en Éthiopie).

<sup>5</sup> Banque mondiale, décembre 2006.

<sup>6</sup> *Destitution Study* (Étude de l'indigence), avril 2003.

<sup>7</sup> Association économique éthiopienne, 2002. *Land tenure and agricultural development in Ethiopia* (Régime foncier et développement agricole en Éthiopie). Addis-Abeba.



## Nature de l'insécurité alimentaire

3. En dépit de la croissance économique et de la volonté de lutter contre l'insécurité alimentaire du Gouvernement, l'Éthiopie reste très exposée aux crises de cet ordre. Seulement 10 pour cent des terres céréalières sont irriguées. Le pays vient de bénéficier de quatre années de bonnes pluies, mais une forte sécheresse est susceptible de faire baisser la production agricole de 90 pour cent<sup>8</sup>. Les précipitations sont plus irrégulières depuis les années 90 en raison de la fréquence croissante du phénomène El Niño. Quelque 12 pour cent de la population est touchée chaque année par des sécheresses localisées, et ce chiffre atteint 19 pour cent dans les régions Afar et Somali<sup>9</sup>.
4. Les variations géographiques de la sensibilité à l'insécurité alimentaire sont liées aux pluies, à la densité de la population et au développement des infrastructures. Les régions du centre et de l'ouest produisent généralement un excédent de céréales, tandis que les hauts plateaux du nord-est, du centre-sud et du sud-est ont des écosystèmes fragiles et sont les zones les plus peuplées. En raison des pratiques agricoles non durables, les communautés pauvres sont régulièrement dans l'impossibilité de couvrir leurs besoins de base. Le pastoralisme prédomine dans les basses plaines arides de l'est et du sud-est. Le manque de pâturages et de terres cultivables provoque des conflits; l'insécurité aux frontières a des conséquences négatives sur les moyens de subsistance des personnes pratiquant le commerce. Entre 1996 et 2006, 6,9 millions de personnes par an en moyenne ont eu besoin d'une aide alimentaire, avec une pointe à 13 millions après la sécheresse de 2002. On estime que 34 pour cent des ménages ruraux souffrent chaque année de pénuries alimentaires<sup>9</sup>. Les crises soudaines, notamment les inondations dans les plaines, se multiplient. La sécheresse reste la menace la plus sérieuse pour la sécurité alimentaire de l'ensemble du pays.
5. La transformation récente de l'économie a fait changer la relation entre production vivrière et insécurité alimentaire. Parmi les ménages ruraux, 40 pour cent sont acheteurs nets de céréales et un grand nombre d'entre eux vivent en vendant leur travail<sup>10</sup>. La hausse du prix des produits alimentaires enregistrée depuis trois ans malgré de bonnes récoltes est particulièrement inquiétante<sup>11</sup>. Dans les zones rurales comme dans les villes, les causes de l'insécurité alimentaire liées aux difficultés d'accès prennent une importance croissante<sup>12</sup>.
6. Le Gouvernement considère que les ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique sont les plus fragiles, car ils ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins, même pendant les bonnes années. D'après les estimations, environ 8 millions de ruraux sont en situation d'insécurité alimentaire chronique; 7 millions d'autres personnes sont

<sup>8</sup> Banque mondiale, 2007. *Ethiopia Risk and Vulnerability Assessment* (Évaluation des risques et de la vulnérabilité en Éthiopie). (Document inédit)

<sup>9</sup> Agence centrale de la statistique, 2004. Enquête de suivi de la protection sociale.

<sup>10</sup> *International Food Policy Research Institute* (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), 2006. *Enquête sur la commercialisation*. Programme d'appui aux stratégies en Éthiopie

<sup>11</sup> La composante produits alimentaires de l'indice national des prix à la consommation a augmenté de 62,3 pour cent depuis 2000, mais les hausses de prix en termes réels ont été plus fortes pour le *teff* (plante céréalière éthiopienne) et le blé. Le prix réel du maïs a diminué au cours des 18 derniers mois.

<sup>12</sup> Au moment où les rapports commerciaux entre les zones rurales et les zones urbaines, plusieurs organismes étudient les liens entre les marchés, les prix et les disparités entre villes et campagnes en matière d'insécurité alimentaire. Les résultats devraient être communiqués à la fin de l'année 2007 et en 2008.



régulièrement exposées à l'insécurité alimentaire aiguë en raison de la sécheresse, des inondations, des épizooties, du VIH/sida et de conflits intérieurs<sup>13</sup>. Dans les zones rurales accusant un déficit vivrier, les ménages victimes de l'insécurité alimentaire sont généralement: i) démunis de ressources; ii) sans terres ou insuffisamment dotés en terres; iii) des pasteurs pauvres; iv) sous la responsabilité de femmes; v) âgés; vi) handicapés ou malades; ou vii) pauvres et n'effectuant pas de travaux agricoles. Les ménages souffrant d'insécurité alimentaire aiguë sont ceux qui vivent dans des zones rurales et qui ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires pendant les crises. Ces ménages présentent les caractéristiques suivantes: i) ils possèdent davantage de ressources, mais sont exposés aux crises; ii) ils vivent dans des régions exposées aux sécheresses; iii) ce sont des pasteurs; ou iv) ils sont exposés aux chocs économiques. Dans les villes, l'insécurité alimentaire est relativement récente et due au fait que les prix des denrées augmentent plus vite que les revenus des ménages. Les citoyens victimes de l'insécurité alimentaire disposent généralement d'un revenu faible et sont employés dans le secteur informel, en dehors du marché du travail, et sont exposés aux chocs économiques.

7. La maladie constitue également une menace pour la sécurité alimentaire des ménages: 40 pour cent de la population est exposée au risque de paludisme; 24 pour cent vit dans des zones où les risques sont supérieurs aux niveaux épidémiques. La diarrhée aqueuse aiguë touche la plupart des régions et constitue un danger après chaque saison des pluies. Dans les villes, les personnes en situation d'insécurité alimentaire ont une probabilité plus grande d'adopter des stratégies de survie dangereuses, qui les exposent au VIH/sida. La prévalence du VIH est de 10,5 pour cent dans les villes contre 1,9 pour cent dans les zones rurales<sup>14</sup>.

### Situation de la nutrition

8. Selon l'enquête démographique et sanitaire de 2005, le taux d'émaciation atteint 10,5 pour cent, niveau supérieur au seuil d'alerte nutritionnelle. Le taux de retard de croissance est de 47 pour cent et celui de l'insuffisance pondérale de 38 pour cent; chaque année, 1 million d'enfants souffrent d'émaciation, 5,8 millions présentent un retard de croissance et 4,7 millions, une insuffisance pondérale. La malnutrition touche davantage les enfants des zones rurales que ceux des zones urbaines. La mortalité atteint 123 pour mille chez les enfants âgés de moins de 5 ans. Seulement 49 pour cent des mères nourrissent leur enfant exclusivement au sein pendant les six premiers mois de vie<sup>15</sup>. La malnutrition et la mortalité infantiles sont liées aux limitations des services de santé, à une consommation inadéquate d'aliments nutritionnellement riches et aux mauvaises pratiques de soins et de sevrage qui sont dues aux traditions culturelles ou au faible niveau d'éducation des femmes.

---

<sup>13</sup> Ministère des finances et du développement économique. 2006. *Ethiopia, building on progress: Plan for accelerated and sustained development to end poverty* (Éthiopie, construire sur les progrès réalisés: Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté). Addis-Abeba.

<sup>14</sup> La prévalence nationale moyenne est de 3,5 pour cent. Ministère de la santé, 2006. *AIDS in Ethiopia: Sixth Report* (Le sida en Éthiopie: sixième rapport). Document disponible à l'adresse suivante: [http://etharc.org/aidsineth/publications/AIDSinEth6th\\_En.pdf](http://etharc.org/aidsineth/publications/AIDSinEth6th_En.pdf).

<sup>15</sup> Agence centrale de la statistique, 2005. Enquête démographique et sanitaire.





## Scénarios

9. Dans le cadre de la présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), la sécurité alimentaire des zones rurales présentant un déficit vivrier devrait s'améliorer; les aides non alimentaires, sous la forme de transferts d'espèces notamment, augmenteront. La malnutrition infantile devrait reculer grâce aux améliorations apportées aux services éducatifs, sanitaires et nutritionnels. En revanche, les problèmes du VIH/sida et de l'insécurité alimentaire dans les villes vont vraisemblablement persister.
10. Plus d'un million de personnes restent exposées aux chocs survenant brutalement tels que les inondations. À mesure que les marchés se développent, les ajustements économiques peuvent entraîner de fortes augmentations de prix ayant une incidence sur l'accès aux produits alimentaires, en particulier dans les zones rurales marginalisées. Les problèmes d'insécurité dans la Corne de l'Afrique provoquent régulièrement le déplacement de populations à l'intérieur du pays. La probabilité de chocs est donc importante: l'aptitude des populations à résister dépend ensuite de l'emplacement, de l'ampleur et de la gravité de ces crises. L'aide alimentaire n'est pas nécessairement la meilleure réponse.
11. Cependant, l'Éthiopie est en permanence sous la menace d'une sécheresse catastrophique en raison de l'irrégularité des pluies et de la gestion médiocre de l'eau. Les mauvaises récoltes qui suivraient mettraient 15 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë<sup>16</sup>. Les femmes, les enfants et les personnes vivant avec le VIH/sida sont particulièrement vulnérables; les taux de malnutrition augmenteraient brusquement. Une intervention d'urgence de grande ampleur imposerait un élargissement de l'aide et de la supplémentation alimentaire.

## POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

### Gouvernement

12. Le Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté 2007-2012, approuvé fin 2006 par le Gouvernement privilégie l'investissement dans l'agriculture, l'éducation, la santé et les mécanismes de réduction des risques de catastrophe afin de venir à bout de l'insécurité alimentaire chronique et des crises alimentaires récurrentes. Le Plan de développement accéléré cadre bien avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); c'est un des résultats de la lutte du Gouvernement contre la faim, qui a débuté en 2003 avec la mise en place de la Nouvelle coalition en faveur de la sécurité alimentaire.
13. En 2005, le Gouvernement a lancé son programme de sécurité alimentaire, géré par le Bureau de coordination pour la sécurité alimentaire. L'un des trois piliers du programme de sécurité alimentaire, le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP), est une des principales composantes de la stratégie gouvernementale de réduction de la vulnérabilité de la population à la famine. Depuis 2005, le PPSAP est passé de 5 à 7,2 millions de bénéficiaires; un élargissement supplémentaire à la région

<sup>16</sup> Cette situation de vulnérabilité concerne les 8 millions de personnes en état d'insécurité alimentaire chronique ainsi que les 7 millions de personnes supplémentaires exposées à une insécurité alimentaire aiguë périodique. Lors de la sécheresse de 2002, environ 13 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire.



Somali est envisagé. Ce programme prévoit un transfert planifié pluriannuel (habituellement sous forme d'aide en vivres et en espèces) en échange de travail pour la restauration de l'environnement et l'atténuation des effets de la sécheresse. Le Bureau de coordination constitue le fer de lance de la participation du Gouvernement à l'Initiative en faveur de la Corne de l'Afrique, initiative qui est appuyée par le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et qui a pour objectif de réduire l'insécurité alimentaire en répertoriant et en élargissant les interventions réalisées dans cette région.

14. L'Office de prévention des catastrophes et de planification préalable répond aux besoins de secours conformément à la politique nationale de prévention et de gestion des catastrophes de 1993, laquelle est axée sur la préparation aux situations d'urgence, la rapidité des interventions et la gestion des crises avec, comme objectifs, le renforcement des capacités et la promotion de l'autonomie. Une révision de cette politique est prévue afin d'accentuer l'action de prévention des catastrophes et de lutte multisectorielle contre les risques de crise. L'unité de coordination de l'aide nutritionnelle d'urgence de l'Office de prévention, appuyée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), surveille et gère les situations d'urgence nutritionnelles.
15. L'Office de prévention est chargé en Éthiopie de la gestion des systèmes d'alerte rapide et d'évaluation des besoins dans les situations d'urgence. Les analyses axées sur les moyens de subsistance seront améliorées et complétées par des enquêtes sur la nutrition et les marchés afin que la nature et les causes de l'insécurité alimentaire dans les communautés des hauts plateaux et des zones pastorales soient mieux comprises.
16. L'administration gouvernementale de la Réserve de sécurité alimentaire en situation d'urgence (Éthiopie) gère les risques de catastrophes. Par l'intermédiaire de cet organisme, des vivres peuvent être livrés immédiatement à condition que le remboursement soit garanti, ce qui permet de réaliser des interventions d'urgence sans attendre la mise à disposition des ressources de secours promises.
17. Le programme d'élargissement des services de santé englobera le programme national pour la survie des enfants du Ministère de la santé. Une stratégie nationale de nutrition intégrant des interventions en faveur de la survie des enfants sera bientôt mise en place. Le cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida est axé sur le lancement et l'application complète des traitements antirétroviraux et fournit un soutien aux orphelins et aux enfants vulnérables.

### **Autres acteurs majeurs**

18. L'équipe de pays des Nations Unies appuie les programmes gouvernementaux, en intégrant les stratégies humanitaires dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) II (2007–2011). La stratégie de communication renforcée adoptée conjointement par l'UNICEF et le PAM pour sauver des enfants au moyen d'un programme ciblé de supplémentation alimentaire (*Enhanced Outreach Strategy for Child Survival with Targeted Supplementary Food* (EOS/TSF)) appuie le programme mis en place par le Gouvernement pour assurer la survie des enfants. Le programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida s'inscrit dans la politique gouvernementale de lutte contre le virus, en plaçant l'accent sur le renforcement des capacités<sup>17</sup>. Les organismes d'aide

---

<sup>17</sup> Le Gouvernement considère l'appui nutritionnel du PAM comme indispensable à la fourniture des services; des crédits budgétaires sont prévus pour poursuivre cet appui jusqu'au lancement d'une stratégie de transfert des activités.



appuient les programmes fédéraux et régionaux et participent aux discussions sur les politiques et les stratégies à adopter. Les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales apportent leur contribution aux stratégies du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et d'intervention en cas de catastrophe, avec le soutien d'établissements de recherche et d'universités nationales.

## Coordination

19. Compte tenu de l'ampleur des besoins en Éthiopie, les partenaires apportent leur aide par l'intermédiaire du Gouvernement, qui coordonne les actions humanitaires et les interventions de redressement aux niveaux fédéral et régional. Les organismes de coordination sont les suivants: Comité mixte de coordination du PPSAP, Groupe de travail du Comité permanent interorganisations pour l'alerte rapide, l'Équipe spéciale de l'aide alimentaire et autres organismes œuvrant dans les domaines de la santé et de la nutrition. Les Bureaux de prévention et de lutte contre le VIH/sida (*HIV/AIDS prevention and control office* (HAPCO)) coordonnent la lutte contre le virus et la maladie.
20. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires organise l'appui humanitaire que les Nations Unies et les ONG fournissent au Gouvernement. Le PAM dirige les modules d'action groupée pour la logistique et pour les technologies de l'information et des communications (TIC). L'UNICEF se charge du module nutrition. L'ONUSIDA coordonne le programme commun des Nations Unies sur le sida. Le PAM assure la présidence des programmes communs du PNUAD en matière d'intervention et de redressement humanitaires et de sécurité alimentaire. La FAO assure la coordination et la liaison entre les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et d'évaluation des besoins. La coordination entre les donateurs et les différents organismes est effectuée principalement dans le cadre du groupe consultatif des donateurs<sup>18</sup>; son Groupe de travail sur le développement économique et la sécurité alimentaire en milieu rural s'efforce de renforcer efficacement les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des zones rurales.

## OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

21. La présente IPSR appuie les programmes gouvernementaux visant à réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire aiguë et à soutenir le renforcement des capacités de gestion des risques afin d'aider les populations touchées à se doter des moyens de subsistance plus solides. En prévenant l'érosion des avoirs de subsistance, y compris du capital humain, l'IPSR s'inscrit dans les OMD 1, 2, 4, 5, 6 et 7.
22. Les objectifs de l'IPSR sont les suivants:
  - stabiliser et/ou réduire la malnutrition aiguë dans les populations touchées par une insécurité alimentaire aiguë imprévisible à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits (objectif stratégique 1);
  - renforcer l'aptitude des bénéficiaires du PPSAP à gérer les crises et à investir dans des activités consolidant leur capacité de résistance (objectif stratégique 2);

<sup>18</sup> Coprésidé par la Banque mondiale et le coordinateur résident des Nations Unies.



- rétablir la santé des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes qui ont été identifiés dans le cadre de la Stratégie de communication renforcée dans les districts exposés à l'insécurité alimentaire (objectif stratégique 3);
- développer les connaissances de base sur la nutrition des mères et des autres femmes, dans les communautés ciblées par le programme EOS/TSF (objectif stratégique 3);
- améliorer l'état nutritionnel et la qualité de vie des personnes exposées à l'insécurité alimentaire vivant avec le VIH/sida, au moyen de soins à domicile, d'une thérapie antirétrovirale et de la prévention de la transmission mère-enfant du virus (objectif stratégique 3);
- renforcer la scolarisation et la fréquentation scolaire des orphelins et des enfants vulnérables dans les communautés urbaines touchées par le VIH/sida (objectif stratégique 4);
- accroître la capacité du Gouvernement, en particulier aux échelons locaux, et des communautés, de déterminer les besoins alimentaires, d'élaborer des stratégies et de mener des programmes de réduction de la faim et des risques de catastrophe (objectif stratégique 5).

## STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

### Nature et efficacité de l'aide liée à la sécurité alimentaire fournie jusqu'à présent

23. En 2003, la Coalition pour la sécurité alimentaire a reconnu la nécessité de constituer des partenariats et de tisser des liens entre les interventions humanitaires et les programmes de promotion de moyens de subsistance plus solides. Le PAM a contribué à l'élaboration et à la défense des politiques et a apporté son appui technique à ce changement de stratégie. Le PPSAP est né de ce processus et vise à tisser des liens afin de libérer les populations de l'insécurité alimentaire. Dans le cadre de son programme de Gestion des ressources environnementales pour permettre de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables (MERET)<sup>19</sup>, le PAM a acquis l'expérience de la conservation des sols et des eaux au niveau des communautés; cette expérience lui a permis d'orienter les activités du PPSAP et de renforcer les capacités locales d'action en faveur de la restauration de l'environnement et de l'amélioration de la résistance. Le programme EOS/TSF tire son origine du besoin de services nutritionnels dans la lutte contre les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition.
24. Le Gouvernement reconnaît l'importance d'une stratégie de réduction des risques de catastrophe qui fasse appel à des interventions multisectorielles. Parmi les projets pilotes de financement pour imprévus permettant une intervention rapide, citons le projet du PAM d'assurance-sécheresse, le Fonds d'intervention humanitaire des Nations Unies et les mécanismes de financement de secours à établir dans le cadre du PPSAP en 2008.

<sup>19</sup> *Meret* signifie "terre" en amharique. MERET est une activité de développement appuyée par le PAM de type Vivres pour la création d'avoins. Cette activité tire son origine de projets de conservation des sols et des eaux et de méthodes de planification au niveau local.



25. D'après l'évaluation à mi-parcours, l'IPSR actuelle a trouvé des solutions novatrices et a évolué en tirant parti des enseignements de longues années d'action pour aborder le problème complexe de l'insécurité alimentaire. Les quatre composantes de l'intervention s'harmonisant avec les politiques et stratégies gouvernementales dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé et du VIH/sida. Des liens commencent à se créer avec des activités génératrices de revenus ou de nutrition et de lutte contre le VIH dans les villes, par exemple, mais les liens internes et externes doivent se multiplier. Pour permettre des innovations susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire, il faut donner davantage d'importance au suivi des opérations et à l'évaluation de leurs impacts.
26. L'évaluation à mi-parcours indiquait également que pour réaliser ces objectifs, il est nécessaire d'intégrer les activités de l'IPSR avec les actions d'autres intervenants et que les innovations devaient être menées par un personnel compétent. À cette fin, l'Organisation devra investir pour que le personnel soit capable de mettre en place des partenariats et que les capacités des contreparties gouvernementales soient renforcées. Le PAM peut accentuer l'impact de l'IPSR en renforçant les capacités, en améliorant le suivi des opérations et l'évaluation de leurs effets et en entreprenant des activités de plaidoyer. Parmi les enseignements à retenir, on note la nécessité de continuer d'innover et de prendre des risques pour maximiser l'impact de l'intervention, l'importance d'un réseau d'inspecteurs de terrain pour acquérir de l'expérience concrète et renforcer les capacités locales, et la nécessité de développer les capacités d'analyse et de réflexion du PAM.

### Principales orientations stratégiques

27. Le PAM a consulté les parties prenantes à tous les niveaux pour élaborer cette stratégie<sup>20</sup>. Ses interventions en Éthiopie reposent sur les deux principes fondamentaux suivants: i) travailler par l'intermédiaire du Gouvernement, en contribuant aux programmes publics pour la réduction des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, la survie des enfants et la lutte contre le VIH/sida; ii) renforcer les partenariats en matière de programmation, de sensibilisation et d'innovation afin de diminuer les risques humanitaires.
28. Les instruments considérés comme les mieux adaptés à l'issue d'une analyse approfondie de la vulnérabilité et des options disponibles au niveau des communautés seront utilisés. Le PAM et ses partenaires harmoniseront leurs efforts pour intégrer le VIH/sida dans les programmes gouvernementaux. Les volets prioritaires de cette IPSR sont les suivants: appui aux stratégies de réduction des risques de catastrophe, recherche de méthodes d'intervention dans les zones pastorales, mise en pratique de la réforme des Nations Unies, établissement de liens multisectoriels en matière de nutrition et de lutte contre le VIH/sida, et accent placé sur les marchés.

---

<sup>20</sup> Les discussions ont été menées dans le cadre de deux ateliers techniques, d'une consultation avec les partenaires des ONG et des Nations Unies, d'une réunion des responsables des organismes concernés et d'entretiens individuels. Elles ont permis de formuler les recommandations suivantes: renforcer les liens et les partenariats, notamment en améliorant la cohérence de programmation et l'intégration entre les actions des Nations Unies et celles d'un plus grand nombre d'autres partenaires; utiliser les produits alimentaires de manière adaptée, avec un dosage adéquat; mettre fin à l'aide alimentaire lorsque cela paraît opportun; aider le Gouvernement à renforcer ses capacités d'intervention en cas de chocs majeurs; participer davantage aux débats relatifs aux politiques à venir; accentuer la participation aux questions liées aux marchés; développer les activités de plaidoyer, en particulier avec les ONG et partager les enseignements et l'expérience technique accumulés; innover et lancer des projets pilotes; enfin, mettre l'accent sur le renforcement des capacités.

29. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité de l'exposition à l'insécurité alimentaire aiguë en Éthiopie, la présente IPSR comporte plusieurs facettes: chacune des composantes appuie un programme gouvernemental différent, l'objectif commun étant de prévenir les crises alimentaires et d'améliorer la capacité de résistance grâce à l'intégration avec d'autres actions. La concentration des efforts sur les marchés et la nutrition sera au coeur même de la stratégie du PAM. Les composantes de l'IPSR privilégieront également la création de liens. Pour la mise en œuvre de l'IPSR, le PAM plaidera en faveur de l'inclusion de tous les bénéficiaires admissibles, notamment les femmes et les enfants; il collaborera avec le Gouvernement pour mieux faire comprendre la problématique de l'accès aux marchés au moyen de l'analyse des moyens de subsistance; et renforcera les capacités de gestion des risques du Gouvernement et des communautés. Les actions de renforcement des capacités s'inscriront dans les stratégies plus vastes de développement des capacités du Gouvernement et des partenaires.

### Composante filet de sécurité

30. Le PPSAP protège les personnes exposées à l'insécurité alimentaire chronique<sup>21</sup> contre l'insécurité alimentaire aiguë, de façon à leur permettre de se doter de moyens de subsistance plus solides. Ce programme prévoit de consacrer environ 200 millions de dollars par an aux transferts, dont la moitié environ se composera de produits alimentaires distribués par le PAM et des ONG ou achetés par le Gouvernement; le PPSAP est financé par des donateurs<sup>22</sup>. La répartition des transferts entre espèces et vivres varie en fonction des saisons plutôt que des emplacements géographiques. Le programme établira de nouveaux liens avec des investissements complémentaires (crédit ou formation) et avec des initiatives plus larges telles que le plan d'aménagement durable des terres. Le PAM continuera de renforcer les capacités locales et d'exploiter les enseignements tirés de l'activité MERET pour favoriser l'accès des bénéficiaires à l'autonomie. L'Organisation encouragera la prise en compte de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et du VIH/sida, en collaborant avec des partenaires pour développer le recours aux dialogues sur le VIH/sida au niveau des communautés. Les capacités du Gouvernement seront renforcées dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe et de transformation de l'environnement au niveau des communautés. Le PAM appuiera les liens avec le programme de secours du Gouvernement en cas de crise de grande ampleur. Les distributions de vivres devraient continuer de soutenir la consommation pendant les périodes de soudure et dans les zones où les disponibilités financières sont faibles et les marchés insuffisants. À la suite des projets pilotes de filet de sécurité dans les zones pastorales, le PPSAP sera élargi à la région Somali. Le nombre de bénéficiaires augmentera mais la durée de l'aide alimentaire sera bien plus courte.

### Composante secours

31. Le programme de secours du Gouvernement vient en aide aux populations qui sont touchées de façon répétée par l'insécurité alimentaire aiguë résultant de catastrophes naturelles ou de conflits. Le PAM appuie l'utilisation de l'analyse des moyens de

---

<sup>21</sup> En Éthiopie, le Gouvernement considère comme étant en état d'insécurité alimentaire chronique les ménages dont on sait qu'ils sont exposés à des pénuries alimentaires aiguës. Le fait d'avoir reçu régulièrement une aide alimentaire par le passé est l'un des principaux critères d'admissibilité des ménages au PPSAP.

<sup>22</sup> Les donateurs actuels sont l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Commission européenne, le Ministère britannique du développement international, *Irish Aid*, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'*Agency for International Development* (USAID) et la Banque mondiale.



subsistance, notamment l'étude de l'économie des ménages, pour déterminer les besoins alimentaires et non alimentaires, en mettant l'accent sur les capacités régionales et locales d'alerte rapide et d'évaluation des besoins en situation d'urgence. À l'aide du module logistique, du module TIC et de l'équipe spéciale de l'aide alimentaire, le PAM renforcera les capacités gouvernementales d'intervention rapide, efficace et à grande échelle en cas de périls multiples imprévisibles. Il dirigera l'action des Nations Unies visant à aider l'Office de prévention à étudier un ensemble d'interventions rapides de lutte contre le VIH/sida en cas de situation d'urgence humanitaire. Les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et l'élargissement du PPSAP à la région Somali devraient entraîner une réduction des besoins de secours alimentaire pendant la mise en œuvre de l'IPSR. En cas de catastrophe généralisée, le PAM aura recours aux plans et aux mécanismes de financement d'intervention en cas d'urgence pour satisfaire les besoins.

### **Composante supplémentation alimentaire ciblée**

32. Le programme EOS/TSF se distingue par l'ampleur et le caractère holistique de son approche de la malnutrition et de la survie des enfants. Il demeurera une passerelle importante pour la mise en œuvre du programme d'élargissement des services de santé et sera intégré dans l'approche sectorielle de la nutrition. Il aura un caractère à la fois thérapeutique et préventif; il traitera des questions de santé de base, d'alimentation et de soins maternels et infantiles. Des liens seront établis avec d'autres programmes humanitaires, en particulier des centres d'alimentation thérapeutique, et des programmes plus larges de santé, de protection sociale et de sécurité alimentaire tels que le PPSAP. Le PAM plaidera en faveur de l'intégration des problèmes du VIH/sida et appuiera les partenaires qui agiront dans ce sens, notamment en favorisant le dialogue au niveau des communautés. Les femmes chargées de la distribution des vivres joueront un plus grand rôle dans les services de nutrition des communautés. À mesure que les programmes de santé et de nutrition des communautés se renforceront, les besoins du programme EOS/TSF devraient diminuer.

### **Composante VIH/sida en milieu urbain**

33. Le Programme commun des Nations Unies sur le sida renforcera son appui au cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida. Le PAM intégrera son action avec ce programme et établira des liaisons avec d'autres services en relation avec le VIH/sida. Compte tenu des ressources disponibles, le PAM envisage de renforcer la couverture dans les villes déjà prises en compte et de l'élargir à des villes supplémentaires. Grâce à l'aide alimentaire, les ménages urbains en situation d'insécurité alimentaire continuent de participer aux programmes de traitement du VIH/sida et d'assurer l'éducation d'orphelins. Les programmes Vivres pour l'application du traitement comportent une stratégie de transfert: une fois que leur état nutritionnel s'est stabilisé et que le traitement a commencé à faire effet, les bénéficiaires sont dirigés vers des programmes de partenaires qui appuient des activités génératrices de revenus.

### **Stratégie de transfert des activités**

34. Il faudra du temps pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire généralisée en Éthiopie; la stratégie du PAM consiste à opérer un transfert progressif des activités au Gouvernement et à d'autres partenaires. Elle s'appuie sur une longue tradition du PAM en Éthiopie, qui consiste à forger des partenariats solides, à innover, à lier l'aide de l'Organisation à des interventions plus larges et à renforcer les capacités gouvernementales et communautaires d'anticipation, d'évaluation et de prise en charge des crises humanitaires. Les Nations Unies et les partenaires du PAM en Éthiopie donnent la priorité



aux capacités d'intervention multisectorielle en cas de crise humanitaire, aux activités créatrices de revenus dans les zones rurales et aux programmes communautaires de santé et de nutrition.

35. Les besoins humanitaires futurs étant difficiles à prévoir, la stratégie de transfert des activités du PAM repose tout d'abord sur les recours aux partenariats pour déterminer d'un commun accord le moment auquel l'aide alimentaire prévue dans les différentes composantes de l'IPSR peut être interrompue, et ensuite sur la reconnaissance par le Gouvernement de sa capacité à fournir des vivres ou d'autres aides, selon les cas. Le PAM appuiera également le passage à une programmation fondée sur des contributions en espèces en étudiant les questions liées aux marchés et à l'accès à ces derniers ainsi que le recours aux achats locaux pour stimuler le développement des marchés tout en répondant aux besoins alimentaires courants. Les étapes de transition des différentes composantes sont décrites dans la section Principales orientations stratégiques, mais il est prévu que l'aide alimentaire externe se réduira à mesure que les programmes gouvernementaux de sécurité nutritionnelle et alimentaire prendront de l'ampleur.

## BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

36. Cette IPSR a pour objectif de venir en aide aux personnes classées comme les plus touchées par l'insécurité alimentaire en Éthiopie et celles exposées à l'insécurité alimentaire aiguë. Il ressort de l'évaluation de la vulnérabilité et de la consultation des parties prenantes que les groupes suivants auront besoin d'une aide alimentaire :
- ménages souffrant d'insécurité alimentaire inscrits au PPSAP, dans les zones où l'accès aux marchés est difficile ou bien la capacité financière insuffisante pour permettre la réalisation de transferts en espèces;
  - ménages souffrant d'insécurité alimentaire frappés par des catastrophes et dont les besoins d'aide alimentaire ont été révélés par une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence;
  - femmes enceintes, mères allaitantes et enfants âgés de moins de 5 ans dont la malnutrition aiguë a été dépistée dans le cadre de la Stratégie de communication renforcée;
  - personnes en situation d'insécurité alimentaire séropositives ou affectées par le VIH/sida, y compris les orphelins et les enfants vulnérables vivant en ville.
37. L'évaluation des besoins et le ciblage varient selon les composantes; ils sont décrits ci-après. L'aide du PAM sera distribuée aux bénéficiaires dans les dix régions que compte l'Éthiopie<sup>23</sup>.

### Composante filet de sécurité

38. Le PPSAP couvre 7,2 millions de personnes bénéficiaires habituels de secours alimentaires dans le passé, dans 262 districts. Dans chaque district, les communautés désignent les ménages en situation d'insécurité alimentaire qui ont reçu régulièrement des secours et les ménages dont la vulnérabilité est plus récente et imputable à une grave perte d'avoirs, notamment à la suite d'une maladie ou d'un accident. Les ménages reçoivent

<sup>23</sup> Voir l'annexe III pour connaître la répartition des programmes du PAM et le nombre de bénéficiaires par *woreda* (district).





généralement une aide six mois par an pendant au moins trois ans. Dans la région Somali, 200 000 personnes recevront une aide dans le cadre d'activités pastorales pilotes en 2008; le nombre de bénéficiaires sera porté à 500 000 d'ici à 2010.

39. En dehors des districts recevant l'appui d'ONG<sup>24</sup>, les besoins alimentaires sont déterminés en fonction des dimensions saisonnières et géographiques de l'accès aux marchés et de la capacité financière des districts de réaliser des transferts d'espèces. La majeure partie des vivres sont distribués pendant la période de soudure, entre juin et août.

### Composante secours

40. Le programme de secours du Gouvernement cible les zones exposées aux catastrophes au moyen du système d'alerte rapide de l'Office de prévention et des évaluations saisonnières interorganisations; dans tous ces dispositifs d'analyse, l'adoption de la méthode basée sur l'économie des ménages se généralise. En fonction de l'estimation des besoins, les équipes interorganisations d'évaluation rapide en place dans les districts frappés par des catastrophes déterminent le type, l'ampleur et la durée de l'aide d'urgence à apporter. Au niveau local, les représentants des communautés sélectionnent les ménages bénéficiaires conformément aux directives nationales de ciblage, qui prennent en compte la vulnérabilité particulière des enfants, des femmes enceintes, des personnes âgées et des handicapés.
41. L'estimation des besoins en secours alimentaires pour la période 2008-2010 se fonde sur le nombre moyen de bénéficiaires de l'aide de ce genre au cours des cinq dernières années, par région, à l'exclusion des zones couvertes par le programme PPSAP<sup>25</sup>. L'aide devrait ainsi concerner principalement les régions Somali et Oromiya; quelques besoins localisés sont en outre prévus dans la région Gambella. L'élargissement du PPSAP à la région Somali diminuera les besoins d'aide. Le PAM prévoit de fournir chaque année une aide à environ 50 pour cent des bénéficiaires de secours à l'échelle du pays; cependant des sécheresses catastrophiques et autres calamités naturelles ou des conflits de grande ampleur, requerraient des ressources supplémentaires pour lesquels des plans d'intervention d'urgence sont régulièrement actualisés.

### Composante supplémentation alimentaire ciblée

42. Les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire ciblée seront sélectionnés par les bureaux régionaux de santé et l'UNICEF au moyen du dépistage nutritionnel prévu tous les six mois dans le cadre de la Stratégie d'action de communication renforcée<sup>26</sup>. Le dépistage couvre 80 à 100 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans. Tous les enfants de 6 à 59 mois ayant un tour de bras inférieur à 12 cm et toutes les femmes enceintes et mères allaitantes ayant un tour de bras inférieur à 21 cm seront dirigés vers le programme ciblé de supplémentation alimentaire. La limite de 12 cm pour les enfants a été définie avec les parties prenantes éthiopiennes qui s'occupent de la nutrition afin de garantir que tous les enfants présentant un risque de mortalité élevé bénéficient de la supplémentation

<sup>24</sup> Dans les zones qui bénéficient de l'appui d'ONG, l'aide prend la forme de transferts de vivres à l'heure actuelle.

<sup>25</sup> Le PPSAP pourvoira aux besoins modérés en secours alimentaire dans les districts couverts par ce programme.

<sup>26</sup> Le programme ciblé de supplémentation alimentaire est actuellement mis en œuvre dans 264 districts de dix régions, et la stratégie de communication renforcée dans 325 districts. Le dépistage deviendra plus régulier avec le passage de la stratégie de communication renforcée au programme d'élargissement des services de santé.



alimentaire ciblée. Durant l'IPSR, les besoins devraient diminuer de 10 pour cent par an avec l'extension du programme d'élargissement des services de santé et d'autres programmes de sécurité alimentaire.

### Composante VIH/sida en milieu urbain

43. Les villes sont sélectionnées en fonction de leur taux de prévalence du VIH/sida. Les critères de ciblage de l'aide alimentaire sont définis d'un commun accord par le Bureau de prévention et de lutte contre le VIH/sida (HAPCO) aux niveaux fédéral et régional et ses partenaires de coopération. Avec le concours d'ONG, d'associations communautaires, de représentants de *kebeles* (unités administratives des communautés) et d'*edirs* (associations funéraires traditionnelles), les communautés désignent les bénéficiaires après évaluation de la situation des ménages en matière de sécurité alimentaire. Les patients bénéficiant d'un traitement antirétroviral ou de mesures de prévention de la transmission de la mère à l'enfant sont orientés par les services de santé; les communautés identifient les patients qui ont besoin de soins à domicile et les ménages assumant la charge d'orphelins et d'enfants vulnérables. L'aide à ces enfants est subordonnée à une fréquentation scolaire de 80 pour cent; les centres de distribution urbains sont chargés de la distribution des rations à emporter. L'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la prévalence du VIH/sida dans les villes devrait faire monter le nombre des bénéficiaires de l'aide du PAM de 50 pour cent par rapport au nombre actuel.

<b>TABLEAU 1: NOMBRES DE BÉNÉFICIAIRES, PAR AN ET PAR COMPOSANTE, SANS DOUBLE COMPTABILISATION<sup>27</sup></b>			
<b>Composante</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Filet de sécurité	2 390 000	2 420 000	2 460 000
Secours	853 000	792 000	688 000
Supplémentation alimentaire ciblée	737 000	663 000	597 000
VIH/sida en zone urbaine	155 000	164 000	164 000
<b>Total ajusté</b>	<b>3 796 000</b>	<b>3 734 000</b>	<b>3 634 000</b>

### ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

44. Les rations de l'IPSR répondent à des besoins humanitaires ou à des besoins nutritionnels spéciaux. Les produits alimentaires admis sont le blé, le maïs, le sorgho, les légumes secs et l'huile végétale. Les aliments mélangés enrichis sont utilisés pour les besoins nutritionnels spéciaux.

<sup>27</sup> Conformément aux directives relatives au dénombrement des bénéficiaires du PAM, tous les totaux sont ajustés pour éviter une double comptabilisation pendant une même année ou sur plusieurs années. Chaque année, environ 46 pour cent des bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire reçoivent également des secours ou un soutien dans le cadre de la composante "filet de sécurité". Les bénéficiaires de chaque composante reçoivent une aide alimentaire pour une durée différente, en moyenne trois mois pour les composantes "filet de sécurité" et secours, six mois pour le programme ciblé de supplémentation alimentaire et 11 mois pour la composante VIH/sida.



45. Les composantes filet de sécurité et secours intéressent toutes deux des ménages qui doivent faire face à des déficits alimentaires périodiques de sorte que l'aide peut prendre la forme de rations générales individuelles fournies lors de distributions générales de vivres, ou de rations familiales attribuées dans le cadre d'activités Vivres contre travail (VCT). Ces deux types de rations<sup>28</sup> apportent environ 2 000 kcal par personne et par jour. Dans les zones signalées par le système d'alerte rapide comme présentant un risque d'augmentation du taux de malnutrition globale aiguë, l'Office de prévention des catastrophes fournit à environ 35 pour cent de la population ciblée par les secours une ration supplémentaire générique constituée de mélanges enrichis qui est distribuée avec la ration générale.
46. L'objectif de la ration de supplémentation alimentaire est de réduire le déficit de consommation réelle en micronutriments des bénéficiaires par rapport à leurs besoins nutritionnels. Elle se compose d'aliments mélangés enrichis en micronutriments et d'huile végétale enrichie.
47. La composante VIH/sida prévoit deux rations pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire: une pour les patients bénéficiant d'un traitement antirétroviral, de mesures de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant ou de soins à domicile, et une pour les orphelins et les enfants vulnérables. Les patients reçoivent des rations supplémentaires familiales qui tiennent compte de la taille du ménage, des besoins en macronutriments et micronutriments et de la saveur des aliments, conformément aux directives nationales en matière de nutrition et de traitement du VIH/sida<sup>29</sup>. Les orphelins et les enfants vulnérables reçoivent des rations individuelles propres à couvrir entièrement les besoins nutritionnels des enfants âgés de moins de 18 ans.

---

<sup>28</sup> Les rations des participants aux activités VCT sont calculées de façon à couvrir les besoins de cinq personnes, sur la base d'une famille de 5,2 personnes en moyenne.

<sup>29</sup> République démocratique fédérale d'Éthiopie. Juin 2006. *National guidelines for HIV/AIDS and nutrition* (Directives nationales en matière de nutrition et de traitement du VIH/sida). Addis-Abeba.



<b>TABLEAU 2: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE, PAR COMPOSANTE ET PAR RATION</b>					
<b>Assortiment alimentaire</b>	<b>kg/mois</b>	<b>g/jour</b>	<b>kcal/jour</b>	<b>Protéines (g)</b>	<b>Lipides (g)</b>
<b>Composantes filet de sécurité et secours</b>					
<b>Rations générales et VCT</b>					
Céréales	15,00	500	1 690	55	15
Légumes secs	1,50	50	169	11	1
Huile	0,45	15	133	0	15
<b>Total</b>	<b>16,95</b>	<b>565</b>	<b>1 992</b>	<b>66</b>	<b>31</b>
<b>Ration supplémentaire générique</b>					
Aliments mélangés, pour les groupes vulnérables identifiés uniquement	4,5	150	570	27	9
<b>Composante supplémentation alimentaire ciblée<sup>30</sup></b>					
Aliments mélangés	8,33	278	1 056	50	16,7
Huile	1	32	283	0	32
<b>Total</b>	<b>9,3</b>	<b>310</b>	<b>1 339</b>	<b>50</b>	<b>48,7</b>
<b>Composante VIH/sida en zone urbaine</b>					
<b>Patients (traitement antirétroviral, prévention de la transmission du VIH mère-enfant et soins à domicile)</b>					
Céréales	9	300	990	37	4,5
Légumes secs	1,5	50	168	10	0,6
Huile	0,6	20	177	0	20
Aliments mélangés	3	100	380	18	6
<b>Total</b>	<b>14,1</b>	<b>470</b>	<b>1 715</b>	<b>65</b>	<b>31,1</b>
<b>Orphelins et enfants vulnérables</b>					
Céréales	15	500	1 650	61,5	7,5
Légumes secs	1,5	50	168	10	0,6
Huile	1	33	292	0	33
Aliments mélangés	3	100	380	18	6
<b>Total</b>	<b>20,5</b>	<b>683</b>	<b>2 490</b>	<b>89,5</b>	<b>47,1</b>

<sup>30</sup> La supplémentation alimentaire ciblée est distribuée aux bénéficiaires une fois par trimestre.



<b>TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR AN ET PAR COMPOSANTE, (en tonnes)</b>				
<b>Composante</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>Total*</b>
Filet de sécurité	152 191	144 086	149 440	<b>445 717</b>
Secours	94 756	88 031	76 416	<b>259 203</b>
Supplémentation alimentaire ciblée	65 697	59 127	53 215	<b>178 039</b>
VIH/sida en zone urbaine	22 067	27 151	27 151	<b>76 368</b>
<b>Total*</b>	<b>334 710</b>	<b>318 395</b>	<b>306 222</b>	<b>959 327</b>

\* Les totaux sont arrondis à partir du système WINGS, (Système mondial et réseau d'information du PAM).

## MODALITES D'EXECUTION

48. Dans cette IPSR, le PAM utilisera les systèmes déjà en place pour renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés de gérer les risques de catastrophe et d'intervenir en cas de crise alimentaire aiguë en utilisant des ressources prévisibles et appropriées, en temps opportun. Le PAM participera aux débats sur les politiques et continuera d'innover, de lancer des programmes pilotes et de reproduire les activités réussies, faisant plus largement connaître son expérience du terrain. Le PAM renforcera les partenariats, notamment en matière d'évaluation des besoins, de programmation et de plaidoyer, pour créer des liens susceptibles de renforcer la capacité de résistance aux chocs des populations en situation d'insécurité alimentaire.
49. La composante filet de sécurité est mise en œuvre par l'intermédiaire du Bureau de coordination de la sécurité alimentaire, qui fixe avec les autorités régionales les allocations annuelles de produits alimentaires et d'espèces pour l'aide à chaque district. L'aide est fournie chaque mois ou tous les deux mois, à compter de février. Elle se compose généralement d'espèces les trois premiers mois et de vivres, les trois derniers. Le Bureau de coordination est responsable de l'allocation et de la distribution des produits alimentaires fournis par le PAM ainsi que de l'établissement des rapports sur l'utilisation de ceux-ci; l'Office de prévention des catastrophes assure le transport. Les mécanismes de financement pour imprévus du PPSAP seront utilisés pour répondre aux besoins modérés de secours alimentaires dans les districts couverts par le programme, en coordination avec le système d'évaluation des besoins de l'Office de prévention.
50. Les membres valides des ménages qui bénéficient du PPSAP consacreront environ 20 jours par mois à des travaux communautaires en contrepartie du transfert d'aide mensuel. Environ 20 pour cent des bénéficiaires du PPSAP reçoivent une aide dans le cadre des distributions générales, en raison de leur invalidité, de leur âge ou de leur état de grossesse<sup>31</sup>. Des agents de vulgarisation aident les communautés à préparer des

<sup>31</sup> Actuellement, tous les bénéficiaires du PPSAP vivant dans des zones pastorales reçoivent l'aide alimentaire dans le cadre de distributions générales en raison de l'absence d'activités VCT communautaires adaptées dans ces zones. Des activités VCT pilotes seront organisées à partir de 2007.



programmes de travaux visant à améliorer la gestion des ressources environnementales dans le cadre de plans de développement plus larges.

51. Le PAM, le Bureau de coordination et l'Office de prévention des catastrophes feront en sorte que l'aide alimentaire parvienne aux bénéficiaires en temps opportun et soit prévisible. Des partenaires analyseront les problèmes liés aux marchés et à l'accès à la nourriture. Les expériences de gestion des bassins versants par les communautés (réalisées dans le cadre des activités MERET) fourniront des indications techniques et un soutien opérationnel au programme de gestion durable des terres et appuieront la création de liens avec ce programme. Le PAM apportera sa collaboration à des initiatives pilotes dans les zones pastorales.
52. Les secours seront distribués dans le cadre du programme national de secours de l'Office de prévention à partir d'une évaluation au cas par cas. L'Office de prévention, en collaboration avec les autorités régionales, alloue les produits alimentaires sur une base mensuelle. Les comités de district composés de membres des communautés et de fonctionnaires locaux gèrent la distribution. La durée moyenne de l'aide aux ménages est de trois mois, mais les besoins s'échelonnent sur toute l'année en fonction des calendriers des pluies et de la production.
53. Les produits alimentaires sont principalement fournis dans le cadre de distributions générales. Dans la mesure du possible, les membres valides des ménages participeront à des travaux à fort coefficient de main-d'œuvre. Les zones présentant un risque élevé de malnutrition aiguë grave où le programme ciblé de supplémentation alimentaire est absent ou insuffisant bénéficieront de distributions de rations supplémentaires génériques. L'Office de prévention sera chargé de l'allocation et de la distribution des produits alimentaires fournis par le PAM et de l'élaboration des rapports sur l'utilisation de ces produits.
54. La FAO, le PAM, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Réseau du système d'alerte rapide en cas de famine et l'organisation britannique *Save the Children* travailleront au renforcement du système d'évaluation des besoins pour la sécurité alimentaire. Le renforcement des capacités en vue de réduire les risques de catastrophe, notamment au niveau fédéral, l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence et d'autres mesures de préparation aux situations d'urgence tiendront davantage de place. Les partenaires amélioreront les interventions de secours dans les zones pastorales, notamment en ce qui concerne la bonne utilisation des vivres, le ciblage et les capacités de gestion des produits alimentaires.
55. La supplémentation alimentaire ciblée continuera de faire partie intégrante de la stratégie de communication renforcée. Les bureaux régionaux du Ministère de la santé, appuyés par l'UNICEF, sont responsables du programme sanitaire de la stratégie de communication renforcée et du dépistage fondé sur la mesure du tour de bras. Les bureaux régionaux de l'Office de prévention fournissent un appui logistique et coordonnent la gestion des produits alimentaires. Les femmes sélectionnées à cette fin au sein des communautés gèrent la distribution des vivres et initient à la nutrition les mères, les femmes enceintes et les mères allaitantes qui bénéficient de la supplémentation alimentaire ciblée. Le rôle des femmes des communautés dans le domaine de la nutrition sera renforcé pour appuyer la mise en oeuvre du programme d'élargissement des services de santé.
56. La ration de supplémentation alimentaire ciblée est distribuée une fois par trimestre. Pour renforcer l'efficacité, le PAM appliquera des mesures pilotes tendant à réduire le délai entre le dépistage et la distribution des produits alimentaires. Grâce à la mise en place du programme d'élargissement des services de santé, un dépistage plus régulier sera effectué



au niveau des communautés; des initiatives pilotes seront également lancées pour définir des modalités de distribution plus fréquente.

57. Dans les districts couverts par la Stratégie de communication renforcée et le programme ciblé de supplémentation alimentaire, des liens avec les centres thérapeutiques communautaires et les unités d'alimentation thérapeutique seront resserrés pour s'assurer que les enfants en fin de traitement pour malnutrition grave dans ces districts sont inscrits sur les listes de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire et reçoivent une aide alimentaire. Les cas graves identifiés lors du dépistage entrepris dans le cadre de la stratégie de communication renforcée seront orientés vers un service de traitement médical, chaque fois que possible. L'harmonisation avec les programmes de supplémentation alimentaire des ONG sera renforcée, en particulier dans les zones sensibles. Le PAM appuiera le passage au programme d'élargissement des services de santé, notamment en renforçant les capacités de mise en œuvre du Ministère de la santé et de l'Office de prévention des catastrophes.
58. Les HAPCO aux niveaux fédéral et régional, les ONG et les organisations communautaires sont responsables de l'aide alimentaire destinée aux personnes vivant avec le VIH. Les modalités de gestion des produits alimentaires et d'élaboration des rapports diffèrent selon les villes et dépendent de la coordination entre les HAPCO et les partenaires d'exécution.
59. Les produits alimentaires destinés aux personnes vivant avec le VIH/sida seront distribués chaque mois. L'évolution de la prise en charge des bénéficiaires sous traitement antirétroviral sera conditionnée par l'amélioration de leur état physique et la stabilisation de leur état nutritionnel et sera liée à des activités génératrices de revenus ou à d'autres possibilités d'emploi offertes par le Gouvernement et les ONG.
60. Avec la collaboration d'ONG, le PAM poursuivra la mise en œuvre d'une initiative de lutte contre le VIH/sida dans le secteur des transports, en coordination avec l'administration des transports routiers (*Road Transport Authority*), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNICEF. Des groupes d'appui et des comités de lutte contre le VIH/sida seront constitués dans les entreprises et des documents d'information seront distribués aux chauffeurs afin de faciliter leur accès aux services liés au VIH/sida et de promouvoir un mode de vie positif.
61. Dans toutes les composantes de l'IPSR, le PAM s'efforcera d'appuyer les capacités du Gouvernement et des communautés. Selon les partenaires, l'avantage relatif du PAM réside dans l'appui qu'il peut apporter aux moyens de mise en œuvre de programmes dont disposent les administrations locales et aux capacités de gestion des risques des communautés. Des stratégies de renforcement des capacités seront élaborées de concert pour chaque secteur afin d'assurer une approche harmonisée.

### **Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence**

62. Le PAM continuera d'appuyer l'administration de la Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence par le truchement du Comité technique interorganisations et au moyen d'emprunts réguliers et de la reconstitution du stock de réserve.

### **Achats de produits alimentaires locaux**

63. Le PAM appuiera les achats locaux et augmentera la capacité d'organiser les achats rapidement et avec efficacité du Gouvernement. Il a pour objectif d'accroître l'approvisionnement local en fonction des fonds mis à disposition par les donateurs et de la situation des marchés. En collaboration avec des partenaires, notamment la FAO et



l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le PAM étudiera des moyens d'améliorer l'impact des achats locaux sur le développement des marchés favorisant les pauvres.

### Dispositif logistique

64. L'Éthiopie est un pays à faible revenu, sans accès à la mer, qui dispose de ressources en espèces limitées. Le PAM couvre 100 pour cent des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) pour les produits importés et ou achetés sur place. À l'instar de l'IPSR actuelle, des taux différents seront appliqués aux produits d'importation et aux produits locaux. Les coûts TTEM estimatifs s'élèvent à 116,84 dollars par tonne pour les produits importés et à 78,51 dollars par tonne pour les produits locaux.
65. Djibouti, qui demeurera le principal port de débarquement, peut acheminer au maximum 1,5 million de tonnes de produits alimentaires par an. Le parc (plus de 3 600 camions) et les moyens de transport ferroviaire sont suffisants pour expédier les produits alimentaires à l'intérieur des terres. Il existe deux autres couloirs d'importation: Berbera et Port-Soudan.
66. Les premiers entrepôts sont situés à Mekele, Kombolcha, Dire-Dawa et Nazareth. Le Gouvernement continuera d'assumer la responsabilité du premier entreposage et du transport jusqu'aux points de distribution. Après livraison des produits alimentaires, le PAM remboursera aux partenaires d'exécution gouvernementaux de tous les coûts encourus au titre des TTEM, à un taux convenu. Un système de coordination est déjà en place pour permettre au PAM, à l'Office de prévention et à l'administration de la Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence de gérer la réception des produits alimentaires, les envois, les emprunts de produits et le remboursement.
67. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) du PAM permettra à l'Organisation et à l'Office de prévention de suivre les produits alimentaires avec précision. Les contrôleurs sont informés des expéditions de vivres aux points de distribution finale grâce aux données d'expédition régulièrement extraites de ce système.
68. Au cours des trois années sur lesquelles portera l'intervention, une formation à la gestion des produits alimentaires est prévue pour un maximum de 500 personnes dans les entrepôts secondaires et aux points de distribution finale. Les fonctionnaires régionaux bénéficieront d'une formation continue en matière de gestion et de contrats de transport pour toutes les composantes de l'IPSR.

### SUIVI DES RESULTATS

69. Le système de suivi des résultats de chaque composante de l'IPSR cadre bien avec les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) des programmes gouvernementaux correspondants. Le PAM suivra les besoins et la mise en œuvre de cette IPSR par l'intermédiaire de son réseau de bureaux auxiliaires. Le suivi comportera des entretiens avec des bénéficiaires, des discussions au niveau des communautés et des consultations avec les parties prenantes et des réunions de coordination de l'exécution. Le système S&E du PAM aboutira à des comptes rendus sur les questions suivantes:
  - i) vérification du ciblage dans le PPSAP et les programmes de secours, identification des personnes qui ont le plus besoin d'une aide alimentaire de façon à les toucher effectivement;
  - ii) arrivée et utilisation en temps opportun des intrants de tous les programmes;





- iii) impact sur les moyens de subsistance des personnes bénéficiant du PPSAP et des programmes de lutte contre le VIH/sida;
  - iv) impact sur l'état nutritionnel des personnes bénéficiant des programmes de secours, de supplémentation alimentaire ciblée et de lutte contre le VIH/sida;
  - v) évaluation de l'efficacité et de l'efficacités de toutes les composantes.
70. Conformément aux recommandations issues des évaluations et des audits, la couverture du suivi et les comptes rendus du PAM seront renforcés. Le logiciel de suivi axé sur l'action du PAM incorporera les spécificités du système S&E de chaque programme<sup>32</sup>. Le PAM intégrera des indicateurs et des procédures de suivi des priorités de l'Organisation telles que les Engagements renforcés en faveur des femmes et la problématique du VIH/sida.
71. Autant que faire se peut, les indicateurs d'effets directs seront mesurés au moyen d'enquêtes annuelles ou biennales auprès des homologues. Une évaluation interne à mi-parcours de l'IPSR sera réalisée au milieu de l'année 2009.

## ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

### Évaluation des risques

72. Les principaux risques dégagés sont les suivants:
- risques naturels, notamment sécheresse généralisée qui entraînerait la faillite des moyens de subsistance agricoles et pastoraux et engendrerait des besoins de secours alimentaires de grande ampleur;
  - risque lié aux marchés: inflation d'origine locale ou extérieure due aux cours mondiaux des céréales et à la hausse des coûts de transport, qui limiterait l'accès aux vivres des populations en situation d'insécurité alimentaire;
  - manque de prévisibilité et de disponibilité des ressources en temps opportun, qui ferait obstacle à une réponse appropriée aux besoins d'aide alimentaire; par exemple, donateurs trop peu diversifiés pour assurer l'appui nutritionnel dans le cadre des programmes de lutte contre le VIH/sida, ce qui empêcherait une montée en puissance pour couvrir les besoins. Comme le PPSAP a absolument besoin de ressources prévisibles, la contribution prévue du PAM se limite aux ressources provenant de donateurs fiables;
  - insécurité, en raison notamment des rivalités entre clans dans les zones pastorales et des conflits frontaliers, qui perturberait les moyens de subsistance et augmenterait les besoins de vivres, tout en entravant l'accès aux bénéficiaires;

<sup>32</sup> Le PPSAP a établi un système S&E: le Groupe spécial S&E. Mai 2006. *Food Security Programme Monitoring and Evaluation Plan* (Plan d'évaluation et de suivi des programmes de sécurité alimentaire). Addis-Abeba. Le PAM est membre du Groupe spécial S&E du Bureau de coordination. En 2007, les homologues gouvernementaux régionaux ont adopté l'outil de suivi basé sur les activités pour le programme ciblé de supplémentation alimentaire.

- risque institutionnel, notamment absence de mécanismes d'intervention rapide du PPSAP, qui entraînerait des retards dans les secours d'urgence, et appui incertain du Gouvernement et des donateurs à la fourniture de suppléments nutritionnels dans le cadre du programme d'élargissement des services de santé; l'aide de grande ampleur destinée à lutter contre la malnutrition aiguë, après l'interruption du programme ciblé de supplémentation alimentaire serait ainsi compromise.

## Planification des interventions d'urgence

73. Les mécanismes de préfinancement internes du PAM permettent d'emprunter des fonds sur les contributions prévues. Le PAM peut également emprunter des ressources internes à d'autres projets de l'Organisation. En outre, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies (CERF) et la Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence sont des mécanismes externes auxquels le PAM peut avoir recours. Ces mécanismes sont essentiels pour intervenir en temps opportun face à des besoins soudains et éviter toute rupture de la filière de produits alimentaires imputable au manque de ressources.
74. Le PAM établit régulièrement des plans internes d'interventions d'urgence; de plus, il adhère aux mécanismes de coordination interorganisations en vue de la préparation aux situations d'urgence qui sont administrés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Des plans d'intervention ont été élaborés pour faire face à des crises très diverses allant du déplacement de populations à l'intérieur d'un pays en raison de l'insécurité aux frontières à la sécheresse généralisée. Ces plans sont révisés régulièrement en fonction de l'évolution de la situation. Des plans d'intervention en cas d'inondations seront également élaborés.
75. En cas de crise de grande envergure, le PAM procèdera immédiatement à une révision du budget pour prendre en compte l'augmentation des besoins.

---

## MESURES DE SECURITE

76. Le niveau de sécurité varie dans les zones où le PAM est présent. L'ensemble des régions Afar, Gambella et Somali, certaines parties de la région Tigray et la zone Borena de la région Oromiya sont classées en phase III du plan de sécurité des Nations Unies. Le reste du pays est classé en phase I.
77. Le PAM est l'institution des Nations Unies qui dispose du plus grand nombre d'agents de terrain en Éthiopie. Le bureau de pays et les bureaux auxiliaires répondent aux normes minimales de sécurité opérationnelle selon le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies. Il est indispensable de maintenir le niveau actuel de sécurité pour ces bureaux, notamment en appliquant les mesures ci-après: i) formation régulière en matière de sécurité et de communication; ii) nombre suffisant d'agents de sécurité; iii) entretien du matériel de sécurité; iv) amélioration de la sécurité des locaux et des véhicules; v) maintien d'un système de repérage des véhicules/des missions et d'un réseau de communication rattaché au réseau ordinaire et au réseau de courrier électronique et fonctionnant 24 heures sur 24; vi) plans de réinstallation et d'évacuation du personnel; et vii) conseils juridiques.
78. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies prend en charge les coûts de base afférents à un fonctionnaire responsable de la sécurité sur le terrain et à l'administration. Toutes les institutions des Nations Unies doivent contribuer au fonctionnement de la salle radio commune. L'unité chargée de la sécurité du PAM assure



la liaison avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et appuie la sécurité sur le terrain.

---

## RECOMMANDATION

79. Le Conseil est invité à approuver la proposition d'IPSR Éthiopie 10665.0.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION DU PAM</b>			
	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Coût moyen par tonne (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires <sup>1</sup>			
– Céréales	656 761	233,00	153 025 313
– Légumes secs	67 249	340,38	22 890 215
– Huile végétale	39 864	1 000,00	39 864 000
– Aliments composés et mélanges	195 453	304,65	59 544 756
<b>Coût total des produits alimentaires</b>	<b>959 327</b>		<b>275 324 284</b>
Transport extérieur			95 195 722
Transport terrestre			42 267 948
Transport intérieur, entreposage et manutention			66 612 245
<b>Coût total du transport terrestre, entreposage et manutention</b>			<b>108 880 193</b>
Autres coûts opérationnels directs			9 103 854
<b>Total coûts opérationnels directs</b>			<b>488 504 053</b>
B. Coûts d'appui directs (voir annexe I-B) <sup>2</sup>			36 679 821
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			36 762 871
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>561 946 745</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des CAD est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux CAI peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



## ANNEXE I-B

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel</b>	
Administrateurs recrutés au plan international	12 849 660
Administrateurs recrutés au plan national	1 719 690
Personnel des services généraux recruté au plan national	7 563 308
Personnel temporaire	176 265
Heures supplémentaires	1 050
Primes	465 000
Consultants internationaux	410 000
Consultants nationaux	485 000
Volontaires des Nations Unies	1 360 200
Voyages officiels du personnel	2 400 000
Formation et perfectionnement du personnel	220 000
<b>Total partiel</b>	<b>27 650 173</b>
<b>Dépenses de bureau et autres coûts récurrents</b>	
Location des locaux	1 700 713
Charges (électricité, etc.)	298 923
Fournitures de bureau	413 314
Technologies de l'information et des communications	1 135 938
Assurances	412 210
Réparation et entretien du matériel	451 275
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	2 547 006
Autres dépenses de bureau	1 062 225
Prestations aux organisations des Nations Unies	615 000
<b>Total partiel</b>	<b>8 636 604</b>
<b>Matériel et autres dépenses fixes</b>	
Mobilier, outils et matériel	100 044
Location de véhicules	150 000
Équipement (télécommunications et informatique)	143 000
<b>Total partiel</b>	<b>393 044</b>
<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>36 679 821</b>

## ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><b>Effet direct 1</b></p> <p>Stabilisation ou réduction de la malnutrition aiguë dans les populations touchées par une insécurité alimentaire aiguë imprévisible à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits (Objectif stratégique 1).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe<sup>1</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des activités complémentaires sont mises en œuvre par d'autres parties prenantes/partenaires, notamment en matière de gestion de l'eau, d'assainissement et de santé.</li> <li>➤ Dans certaines zones, l'insécurité risque de faire obstacle à l'aide humanitaire.</li> <li>➤ Le Gouvernement continue d'appuyer les programmes du PAM.</li> </ul>
<p><b>Produit 1.1</b></p> <p>Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par sexe et groupe d'âge.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliments.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des ressources suffisantes sont affectées en temps opportun par des organisations bilatérales, des ONG et le Gouvernement pour la moitié restante des bénéficiaires au niveau national.</li> </ul>
<p><b>Produit 1.2</b></p> <p>Participation accrue des femmes à la gestion des distributions de vivres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proportion de femmes occupant des postes de direction au sein des comités de gestion des produits alimentaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les femmes sont prêtes à participer à la gestion des produits alimentaires et y sont encouragées.</li> </ul>
<p><b>Effet direct 2</b></p> <p>Amélioration de l'aptitude des bénéficiaires du PPSAP à gérer les crises et à investir dans des activités tendant à renforcer leur capacité de résistance (Objectif stratégique 2).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage des ménages faisant état d'une atténuation du déficit vivrier pendant au moins deux mois.</li> <li>➤ Proportion de bénéficiaires ayant accès aux avoirs créés ou bénéficiant de ces avoirs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les partenaires coopérants disposent de financements complémentaires.</li> <li>➤ Quantité suffisante d'articles non alimentaires et financements appropriés pour couvrir les coûts d'investissement.</li> <li>➤ Environnement sûr.</li> </ul>

<sup>1</sup> Il est prévu de réaliser une enquête de référence et une étude de suivi dans un district ou une région seulement, car il n'est ni possible ni envisageable de mener des enquêtes dans l'ensemble du pays.



## ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><b>Produit 2.1</b></p> <p>Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires du PPSAP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par sexe et groupe d'âge.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliments.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ressources disponibles pour le renforcement des capacités.</li> </ul>
<p><b>Produit 2.2</b></p> <p>Fourniture d'un appui aux bénéficiaires pour les aider à créer et à protéger leurs avoirs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre et types d'avoirs communautaires créés dans les <i>woredas</i> appuyés par le PAM, par rapport aux prévisions.</li> <li>➤ Nombre d'agents de développement formés aux activités Vivres pour la création d'avoirs grâce à l'appui du PAM, par rapport aux prévisions.</li> <li>➤ Nombre et types de stages de formation organisés.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliments.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les partenaires coopérants ont la capacité et sont prêts à appuyer la création d'avoirs.</li> <li>➤ Les bénéficiaires ciblés sont prêts à participer à la création d'avoirs.</li> </ul>
<p><b>Effet direct 3</b></p> <p>Rétablissement des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë/modérée ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes qui ont été identifiés dans le cadre de la Stratégie de communication renforcée dans les districts exposés à l'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 3).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux d'abandon (%) des enfants.</li> <li>➤ Taux de guérison (%) des enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fourniture par les ONG, les partenaires des Nations Unies et le Gouvernement de services et d'articles non alimentaires adaptés pour remédier à d'autres causes de malnutrition et de morbidité.</li> </ul>





## ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><b>Produit 3.1</b></p> <p>Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante d'aliments nutritifs aux jeunes enfants ciblés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'enfants recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre prévu.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée aux enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Filière de produits alimentaires solide.</li> </ul>
<p><b>Produit 3.2</b></p> <p>Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante d'aliments nutritifs aux femmes ciblées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre prévu.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée aux femmes ciblées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Continuité de la filière de produits alimentaires.</li> </ul>
<p><b>Effet direct 3.1</b></p> <p>Amélioration des connaissances de base sur les questions liées à la nutrition des mères et des autres femmes dans les communautés ciblées par le programme EOS/TSF (Objectif stratégique 3).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage de bénéficiaires ayant amélioré leurs pratiques de soins ou d'alimentation grâce au programme EOS/TSF.</li> </ul>	
<p><b>Produit 3.1.1</b></p> <p>Sensibilisation aux besoins nutritionnels de base menée de manière efficiente au niveau des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pourcentage de bénéficiaires recevant des messages d'éducation nutritionnelle adéquats.</li> </ul>	
<p><b>Effet direct 3.3</b></p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel et de la qualité de vie des personnes exposées à l'insécurité alimentaire vivant avec le VIH, au moyen de soins à domicile, d'une thérapie antirétrovirale et de la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant (Objectif stratégique 3).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Gain de poids chez les bénéficiaires; avec un objectif minimal de 10 % de prise de poids en six mois.</li> <li>➤ Pourcentage de bénéficiaires sous thérapie antirétrovirale ayant pris 95 % du traitement au cours des trois derniers mois.</li> </ul>	
<p><b>Produit 3.3.1</b></p> <p>Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires des programmes de lutte contre le VIH/sida.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires ciblés par les programmes de lutte contre le VIH/sida qui reçoivent des produits alimentaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition de statistiques précises et fiables sur les ménages vivant avec le VIH.</li> </ul>



## ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

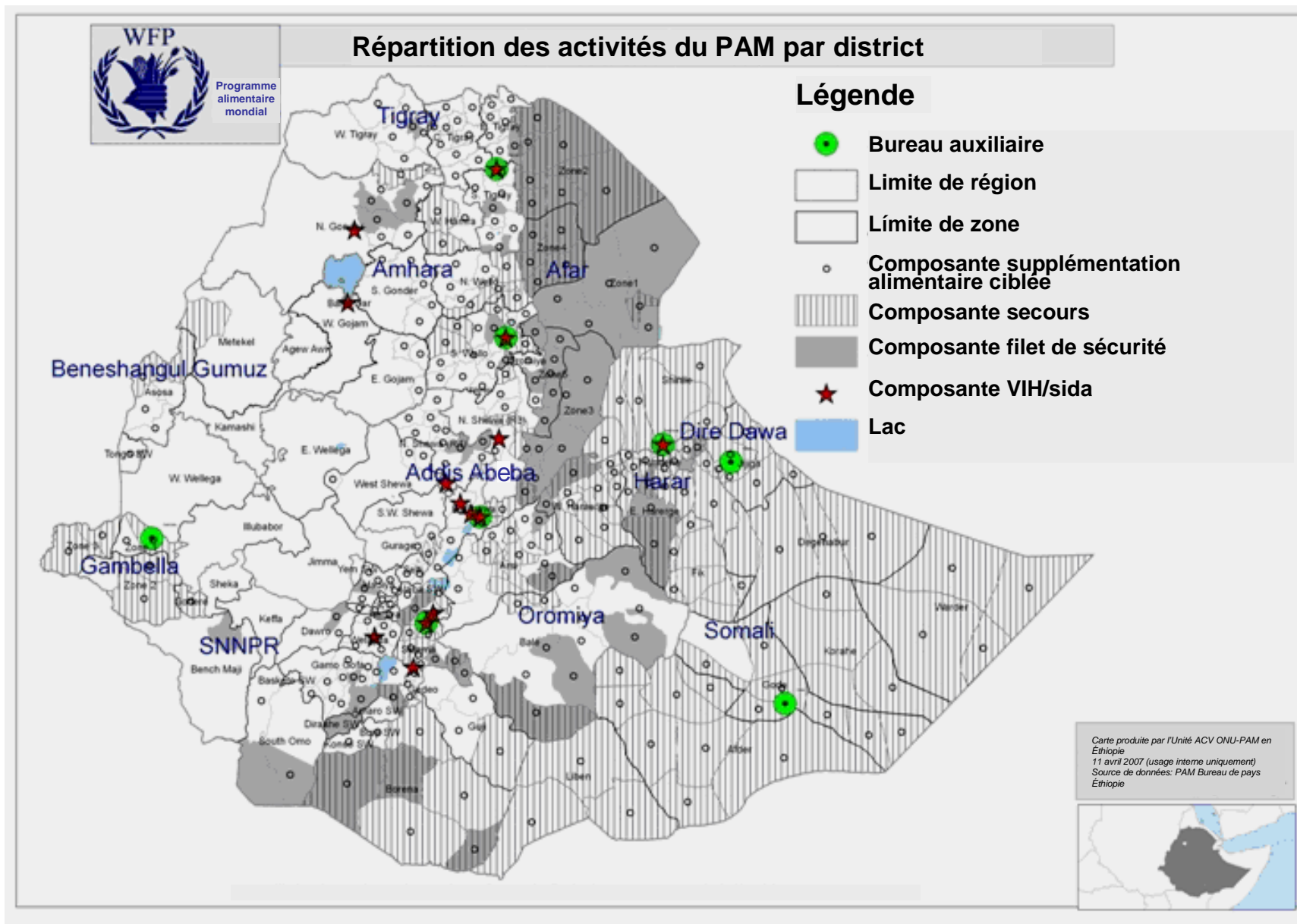
Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée par l'intermédiaire des programmes de lutte contre le VIH/sida.</li> </ul>	
<p><b>Effet direct 4</b></p> <p>Renforcement de la scolarisation et de la fréquentation scolaire des orphelins et des autres enfants vulnérables dans les communautés urbaines touchées par le VIH/sida (Objectif stratégique 4);</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Effectifs scolarisés chez les orphelins et les autres enfants vulnérables de ménages recevant des rations à emporter.</li> <li>➤ Taux d'assiduité: Pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables qui vont en classe dans les ménages recevant des rations à emporter.</li> </ul>	
<p><b>Produit 4.1</b></p> <p>Fourniture en temps opportun de rations à emporter aux orphelins et aux autres enfants vulnérables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables recevant des rations à emporter.</li> <li>➤ Quantité de produits alimentaires distribuée sous forme de rations à emporter aux orphelins et autres enfants vulnérables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Stocks de vivres suffisants pour les rations à emporter.</li> <li>➤ Appui des activités de la part des ménages ciblés.</li> <li>➤ Continuité du fonctionnement des écoles.</li> </ul>
<p><b>Effet direct 5</b></p> <p>Accroissement de la capacité du Gouvernement, en particulier à l'échelon local, et des communautés de déterminer les besoins alimentaires, d'élaborer des stratégies et de mener des programmes visant à réduire la faim et les risques de catastrophe (Objectif stratégique 5).</p>	<p><i>À déterminer avec les partenaires.</i></p>	



## ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><b>Produit 5.1</b></p> <p>Aide au renforcement des capacités des entités participant aux programmes de réduction de la faim et des risques.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Collaborateurs des contreparties formés dans le cadre des activités d'assistance technique du PAM, en pourcentage du nombre prévu.</li><li>➤ Nombre et types d'activités de renforcement des capacités assurées dans le domaine de la coopération technique.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Volonté du Gouvernement de permettre à des membres de l'administration de participer aux activités de renforcement des capacités.</li></ul>





Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACDI	Agence canadienne de développement international
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies
COMPAS	<i>Commodity Movement Processing and Analysis System</i> (Système d'analyse et de suivi du mouvement des produits)
DPPA	<i>Disaster Prevention and Preparedness Agency</i> (Office de prévention des catastrophes et de planification préalable)
EOS/TSF	<i>Enhanced Outreach Strategy for Child Survival with Targeted Supplementary Food</i> (Stratégie de communication renforcée pour sauver des enfants au moyen d'un programme ciblé de supplémentation alimentaire)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HAPCO	<i>HIV/AIDS prevention and control office</i> (Bureau de prévention et de lutte contre le VIH/sida)
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MERET	gestion des ressources de l'environnement pour permettre le passage à des moyens de subsistance plus durables
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
S&E	suivi et évaluation
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM

